

**La domination de l'Etat indonésien
et des firmes multinationales
en Papouasie Occidentale,
ou la conjonction
d'un néocolonialisme régional
et de l'impérialisme économique global**

John P. CLARK*

Dans le numéro 116 de notre revue, consacré aux relations entre droits de l'homme et développement, divers auteurs soulignaient, sous des angles variés, les obstacles considérables au développement que constituent l'absence de libertés démocratiques et toutes les formes de dictature et d'oppression. Il nous a semblé intéressant d'explorer en détail les processus par lesquels de tels obstacles peuvent être dressés et de montrer, grâce à notre collègue John P. Clark, un exemple concret des blocages auxquels ils conduisent, celui de la Papouasie Occidentale, qui n'est sortie de la colonisation hollandaise que pour tomber sous la loi martiale de l'Indonésie.

Les premiers peuplements humains de l'île de Papouasie, que les explorateurs européens baptisèrent "Nouvelle-Guinée", remontent au moins à trente-cinq mille ans, selon les archéologues et les anthropologues. Elle est située à l'extrême est de l'archipel indonésien, entre les Philippines et l'Australie. Plus étendue que la France (885 000 km²) cette île présente une grande variété d'écosystèmes, notamment de vastes régions de montagnes accidentées et de forêts tropicales, et constitue l'une des plus grandes réserves de biodiversité au monde. Le climat équatorial enregistre peu de variations saisonnières et a l'un des niveaux de précipitations pluviales les plus élevés du monde. La société papoue, suite à près de quarante

millénaires d'évolution culturelle et d'interactions entre ses membres et des milieux écologiques variés, est porteuse de l'une des plus grandes diversités culturelle et linguistique du monde : sur les six mille langues parlées recensées sur la planète, un millier sont originaires de Papouasie. La population autochtone est plus proche, ethniquement, des peuples mélanésiens de l'est, plutôt que de ceux de l'archipel malais à l'ouest.

Pendant la période coloniale, à partir des années 1820, la Papouasie Occidentale tomba progressivement sous la domination hollandaise. En 1883, l'île fut officiellement divisée, la partie ouest (422 000 km²) étant attribuée à la Hollande tandis que la partie orientale (463 000 km²) était divisée entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Après l'accession à l'indépendance de l'Indonésie en 1949, la Hollande garda le contrôle de la Papouasie Occidentale, **mais après une "déclaration d'indépendance" par un mouvement national papou en 1961, accepta une indépendance programmée pour 1970.** Toutefois, suite aux pressions des puissances occidentales et du parti pro-indonésien en Hollande, celle-ci remit le contrôle du pays à l'Indonésie, décision formalisée par le **"l'Accord de New York"** du 15 août 1962. L'Indonésie installa officiellement sa souveraineté sur la Papouasie Occidentale en mai 1963 et la rebaptisa "Irian Jaya". Pour légitimer cette souveraineté, des élections truquées ont été organisées en 1969, **lors desquelles** 1 025 représentants des Papous triés sur le volet furent autorisés à voter, sous la pression de l'occupation militaire indonésienne. Cet **"Anschluss"** ironiquement nommé **"Act of Free Choice"** a été ensuite approuvé par les Nations Unies.

Dès le début, les Papous ont résisté à l'occupation indonésienne et un mouvement pour l'indépendance de la Papouasie s'est manifesté activement, conduit par la résistance armée de l'OPM (*Organisasi Papua Merdeka* ou Mouvement pour la Papouasie Libre). Confronté à une très large opposition et à une situation de guérilla larvée continue, l'Indonésie mit rapidement en place un programme de répression militaire et policière qu'elle poursuit depuis plus de trois décennies. Depuis sa création, cette

* Professeur de philosophie à l'université Loyola de la Nouvelle Orléans, Président du Programme des Etudes sur l'Environnement.

province a été considérée comme une zone militaire de combat (*Daerah Operasi Militer* ou Zone d'Opérations Militaires) et s'est trouvée *de facto* sous l'empire de la loi martiale¹. Jusqu'à récemment, de longues sentences d'emprisonnement (souvent plus de vingt ans) ont été appliquées pour des actes non violents tels que brandir le drapeau de la Papouasie. Périodiquement, des Papous sont abattus pour suspicion d'agissements en faveur de l'indépendance, ou même de sympathies séparatistes. Assassinats, tortures et mauvais traitements sont commis sans motifs avérés et traduisent une politique arbitraire d'intimidation destinée à terroriser la population. Les estimations récentes du nombre des victimes papoues se situent entre 45 000 et 300 000, le nombre de 100 000 étant le plus fréquemment mentionné par les organisations de défense des droits de l'homme².

La brutalité du régime indonésien n'est pas surprenante, compte tenu de sa longue histoire de meurtre et de répression. Suharto est arrivé au pouvoir au cours de l'un des plus terrifiants bains de sang du siècle, où un demi-million de personnes au moins (le double selon d'autres estimations) ont trouvé la mort. Ce régime n'a pas hésité à reprendre des massacres de masse chaque fois qu'une révolte menaçait son pouvoir sur quelque partie de son immense empire. Le plus connu fut l'extermination du tiers de la population de Timor-Est lorsque l'Indonésie envahit ce petit pays en 1975, commettant ainsi, relativement à sa population, le plus grand génocide depuis celui perpétré par les nazis.

L'Indonésie n'a pas seulement eu recours à des

assassinats, des emprisonnements et à la terreur pour consolider sa souveraineté sur la Papouasie Occidentale. Depuis 1969, elle a conduit un programme de transferts massifs de population depuis Java et d'autres îles de l'archipel. Son objectif est de réduire la pression démographique dans les régions densément peuplées et d'imposer la domination indonésienne dans une province économiquement cruciale et politiquement instable. La conséquence en est une marginalisation sociale des Papous dans le contexte d'un processus graduel de génocide culturel. En 1985, le ministre indonésien chargé des transferts de population fit cette sinistre déclaration : « notre objectif est d'intégrer tous les groupes ethniques dans une nation unique, afin que ces groupes disparaissent à longue échéance et qu'il n'y ait plus qu'un seul type humain en Papouasie Occidentale »³. En 2000, plus d'un tiers de la population du pays était immigrée, et plusieurs des zones les plus peuplées ainsi que l'économie en général étaient sous l'influence dominante des Indonésiens⁴.

L'alliance Suharto-Freeport pour l'exploitation de la Papouasie Occidentale

L'établissement par Suharto d'un régime dictatorial répressif en 1965 a été un tournant dans l'histoire de l'Indonésie, et une bénédiction pour les firmes multinationales occidentales. Au cours des trois décennies suivantes, Suharto mit en place un système oligarchique dans lequel sa propre famille, les élites politiques et militaires du pays et les firmes étrangères jouaient les rôles principaux. La société qui prit la place la plus significative du point de vue économique et politique fut la compagnie minière américaine *Freeport McMoRan*. Elle fut la première société étrangère à obtenir un permis d'exploitation en Indonésie après le coup d'état. Le partenariat entre *Freeport* et Suharto devait devenir étroit et mutuellement profitable et *Freeport* en fut

¹ « Human Rights and Pro-Independence Actions in Papua, 1999-2000 », in *Human Rights Watch*, vol. 12, n° 2 C, mai 2000.

² Il a été récemment estimé que « au moins 45 000 personnes ont été tuées, dont 3 500 pour la seule année 1967 » Voir Julian EVANS « Indonesia's next East Timor ? » in *New Statesman*, 10 juillet 2000.

L'*Australia West Papua Association* donne des estimations entre 70 000 et 200 000. Voir le *West Papua Information Kit* sur le site : <http://www.cs.utexas.edu/users/cline/papua/>. *International Action for West Papua* soutient que « près de 300 000 Papous (presque un tiers de la population indigène) ont été abattus ou ont "disparu" entre les mains de l'armée indonésienne » Voir « West Papua a quagmire of divergent interests », 10 août 2000, sur le site : <http://www.koteka.net/quagmire.htm>.

³ Cité in « Arrows Against The Wind », PA OLEY, Bullfrog Films, 1992.

⁴ Le recensement a décompté 1 460 846 indigènes et 772 684 immigrés. Cité par John BARR in « The Future Could Be Genocide : Reflections on Papua », in *West Papua Action Newsletter*, Dublin, Irlande, 24 juin 2002, sur le site : <http://westpapuaaction.buz.org/latest-news.htm#Yafeth>.

récompensée par le droit d'exploiter Grasberg, la plus grande mine d'or du monde et la troisième pour le cuivre, sans compter les permis d'exploration qu'elle détenait sur de vastes étendues du pays. Grasberg génère annuellement 2 milliards de dollars de revenu brut, et près de 200 millions de profits. En contrepartie, *Freeport* est devenue le premier contribuable en Indonésie, et a fourni au pays une expertise technique décisive pour l'exploitation des ressources minérales de Papouasie. En 1984, Jim Bob Moffett devint le PDG de *Freeport*. C'est l'ancien Secrétaire d'Etat Henry Kissinger qui présenta Moffett à Suharto. Kissinger devait entrer ensuite au Conseil d'Administration de *Freeport* et devenir un homme clé pour défendre les intérêts de Suharto et de *Freeport*. Il était payé annuellement pour cela 500 000 dollars et son cabinet juridique recevait en outre 200 000 dollars. Moffett devait devenir un ami et un allié très proche de Suharto au point de qualifier le dictateur génocidaire "d'homme compatissant"...

Mais la domination indonésienne sur la Papouasie Occidentale est loin d'être compatissante. En avril 1997 l'OPM (Mouvement pour la Papouasie Libre) lança une série d'attaques contre des postes militaires indonésiens et contre la mine de *Freeport* elle-même, et détruisit le tuyau d'évacuation des résidus **boueux** de la mine. Les militaires indonésiens répondirent en bombardant des villages papous avec des appareils OV-10 Bronco anti-insurrections, fournis par les Etats-Unis¹. Cette impitoyable opération militaire, baptisée *Operasi Tumpas* (Opération Annihilation) fut financée par une contribution d'un million de dollars payée par *Freeport*². George Monbiot, de la BBC, a raconté les viols, les tortures et les meurtres commis à l'encontre des femmes de ces villages, et comment des soldats indonésiens se photographiaient les uns les autres avec leurs pieds sur les têtes des villageois assassinés. Il a affirmé que « certains salariés américains de la mine *Freeport* étaient parfaitement au courant des événements, et semblaient les considérer

comme un divertissement »³. On estime que plusieurs milliers de Papous ont été tués lors de cette seule opération.

Après des années d'indifférence — sauf de la part de petits groupes de spécialistes — le rôle de *Freeport* suscita finalement l'attention du grand public en 1995, après la publication par l'*Australian Council for Overseas Aid*, par l'église catholique de Jayapura et par la Commission Nationale des Droits de l'Homme de rapports sur ces révoltantes atrocités. Ces rapports révélaient de nombreux cas d'assassinats, de torture et d'autres violences du fait des militaires indonésiens dans la région de la mine *Freeport* et de ses environs, souvent en utilisant ses équipements et ses installations, avec la coopération de son personnel. En mai 1998, trois groupes de l'Eglise papoue publièrent un rapport sur les violations des droits de l'homme dans cette région au cours des deux années précédentes, accompagnés de « témoignages oculaires des horribles brutalités commises par l'armée indonésienne »⁴.

En réponse aux critiques de plus en plus nombreuses et aux émeutes de 1996 contre la compagnie minière, *Freeport* mit au point un plan d'action selon lequel 1 % de son chiffre d'affaires serait consacré à des services sociaux et à des programmes de développement pour les populations indigènes. Il s'agit d'environ 15 millions de dollars par an, dont 4 millions à peu près vont à des programmes d'accès aux soins médicaux. Bien que *Freeport* se soit abondamment auto-félicité de cet effort dans ses campagnes de relations publiques, les ressources affectées à ce plan sont dérisoires comparées aux richesses minérales expropriées. Par exemple en 1996 la population indigène a perçu 14 millions de dollars en contrepartie de cette exploitation, tandis que pour la même année, Jim Bob Moffett était personnellement gratifié de 41 millions de dollars comme PDG de *Freeport*...

Les fondements de cette atroce répression au cours des décennies passées sont les conditions structurelles de domination et d'exploitation imposées au peuple Papou par le néocolonialisme

¹ Carmel BUDIARDJO et Liem Soei LIONG, *West Papua : The Obliteration of a People*, Tapol, Surrey, Royaume-Uni, 1988, p. 68.

² IWGIA (International Work Group for Indigenous Affairs) *Newsletter*, avril-juin 1992.

³ *Rainforest Action Network Action Alert*, novembre 1990.

⁴ Voir *Survival International*, « Indonesia, New Human Rights Report », *Press Release*, 25 mai 1998.

indonésien et le capitalisme globalisé. Ces conditions structurelles sont à la base de la pauvreté permanente de la population, de son état de santé dégradé, de ses mauvaises conditions de logement, des manques du système éducatif, de son impuissance politique et de sa marginalisation culturelle. En juin 1980 par exemple, une épidémie tua 216 enfants dans une zone de sédentarisation, à cause de leur pauvreté et de l'absence de soins médicaux¹. Récemment, après plusieurs années de sécheresse, les taux de mortalité des Papous sont montés en flèche par manque d'eau potable dans les villages. Il a été également signalé que le taux d'incidence du HIV/SIDA en Papouasie Occidentale est trente fois plus élevé que le taux national indonésien, tandis que les programmes de prévention et de traitement des malades restent insignifiants².

Le comportement de *Freeport* vis-à-vis de l'environnement est tout aussi inquiétant que ses complicités avec la répression politique et les violations des droits de l'homme. Les 260 000 tonnes de résidus déversés chaque jour par la mine de Grasberg ont fait déborder les rivières dans les régions avoisinantes, ont détruit 50 km² de forêts et de terres arables et « transformé un delta de 230 km² en un morne désert d'arbres morts »³. Certains analystes critiques soutiennent que ces résidus ont répandu dans les rivières des polluants tels que l'acide sulfurique, le cuivre, le mercure et l'arsenic. Dans les sédiments de la rivière Ajkwa on a trouvé des concentrations de cuivre trente-huit fois plus élevées que le seuil de contamination⁴. Les prévisions de *Freeport* d'accumuler au cours des prochaines quarante années trois milliards de tonnes de déchets rocheux et de matériaux en excès impliquent de sérieux risques, notamment de glissements de

terrains et d'écoulements d'acides⁵.

Développements récents

En 1998 Suharto et sa dictature honnie se sont effondrés après trois décennies de corruption, d'oppression et de génocide. Suivit le referendum victorieux pour l'indépendance de Timor Est en 1999, porteur d'espoir pour les autres victimes du néocolonialisme indonésien. L'ex-Président Wahid, pour essayer de calmer les Papous, proposa de redonner à leur province son nom de "Papouasie", reconnut leur droit de brandir leur drapeau si longtemps banni, et autorisa pour la première fois les organisations papoues à tenir de grands meetings. En dépit de ces concessions limitées, le mouvement pour l'indépendance, soutenu par l'immense majorité de la population indigène, se renforce rapidement. Les Papous ont commencé à réaffirmer que leur déclaration d'indépendance de 1961 devait être reconnue. Leur cause a gagné une crédibilité renforcée lorsque le Secrétaire Général des Nations Unies en retraite, Chakravarthy Narasimhan, ex-"représentant officiel de l'ONU", organisateur des élections prévues par la "loi de libre choix" reconnut que cette opération avait été réellement "une honte"⁶.

Depuis la chute de Suharto, les activités de *Freeport* sont l'objet d'exams de plus en plus minutieux. Le Ministère de la Justice a été prié d'enquêter dans le cadre de la loi "Foreign Corrupt Practices Act" sur des illégalités commises par *Freeport* pendant la présidence de Suharto⁷. Des critiques à l'encontre des pratiques environnementales de *Freeport* se sont également élevées au sein du gouvernement indonésien.

¹ BUDIARDJO et LIONG, *op. cit.*, p. 36.

² Fitri WULANDARI, *The Jakarta Post*, 4 décembre 2001. Sur les questions des droits de l'homme et de l'environnement en Papouasie Occidentale, voir « Pour tout l'or des Papous » in *Libération* 15 décembre 1998, p. 30.

³ Michael SHARI et Sheri PRASSO, « *Freeport-McMoRan* : A Pit of Trouble » in *Business Week*, 31 juillet 2000. La production de résidus est programmée pour atteindre 300 000 tonnes par jour.

⁴ Danny KENNEDY, Pratap CHATTERJEE et Roger MOODY, *Risky Business : An Independent Annual Report on P.T. Freeport Indonesia*, 1998, Berkeley, CA, Project Underground, 1998, p. 15 et Julian EVANS, *op. cit.*

⁵ KENNEDY et alii, *ibid.*, p. 14.

⁶ Editorial du *Sydney Morning Herald*, 26 novembre 2001.

⁷ Selon les propres révélations de *Freeport*, celle-ci a accordé un prêt de 43,7 millions de dollars et garanti un emprunt de 254 millions pour permettre à une société contrôlée par Suharto de faire face à des remboursements d'emprunts contractés pour acquérir auprès d'un tiers 4,8 % du capital de *Freeport* Indonésie. Suharto, son vieux complice Bob Hasan et son fils, ont ainsi empoché des actifs d'un quart de milliard de dollars, tous les risques restant à la charge de *Freeport*. Voir Robert BRYCE, « Inside Job » in *Austin Chronicle*, 18 août 2000.

Les relations entre *Freeport* et ses voisins papous sont pour le moment meilleures depuis que la société a fait certaines concessions. En août 2000, *Freeport* et plusieurs organisations papoues ont annoncé la signature d'un "Memorandum d'entente" (*Memorandum of Understanding*) grâce auquel les Papous devraient bénéficier de possibilités d'emplois, de nouveaux projets de développement économique devraient être lancés, et des bâtiments construits pour plusieurs organisations et pour les **anciens de la tribu**. Les organisations signataires ont accepté une mission de médiation entre *Freeport* et les populations indigènes¹.

Toutefois, le conflit ne s'est pas apaisé en Papouasie Occidentale, et se manifeste aujourd'hui sous la forme d'une sérieuse agitation. Le 10 novembre 2001, le Président du *Papuan Presidium Council*, Theys Hiyo Eluay, a été enlevé et assassiné. Sa mort a provoqué des émeutes et de grandes manifestations, dont un cortège de 7 000 personnes devant le Parlement provincial. Un certain nombre de soldats indonésiens ont été arrêtés à la suite de ce meurtre, bien que les autorités indonésiennes aient prétendu qu'il s'agissait d'un "meurtre ordinaire" sans implication politique. Arrestations et harcèlements d'autres leaders papous se produisent périodiquement. Le 23 juin dernier Yefeth Yelemaken, chef tribal et leader du *Papua Presidium*, a été tué. Des porte-parole papous ont déclaré qu'il avait été empoisonné par des commandos indonésiens².

L'Indonésie a récemment renforcé ses moyens militaires en Papouasie. On affirme que 2 000 membres des redoutables **forces spéciales "kopassus"** sont présents dans la province et qu'une centaine de soldats d'une force d'élite spécialement entraînée vont bientôt arriver. Comme ce fut le cas à Timor Est, l'Indonésie a organisé des milices pour combattre le mouvement indépendantiste. On rapporte aussi que cinq mille migrants sont transférés chaque semaine, parmi lesquels des membres du *Laskar Jihad*, un groupe fondamentaliste islamiste, dont

l'objectif supposé est d'abattre la résistance papoue, de consolider la domination indonésienne et d'imposer l'Islam en Papouasie Occidentale. Selon certaines accusations des camps militaires d'entraînement du *Laskar Jihad* sont en cours d'installation, des bombes et des roquettes sont stockées et l'armée, les milices et le Jihad coordonnent leurs efforts³.

Freeport, l'Indonésie et le système mondial

Pour conclure, il peut être instructif de discuter certaines contradictions issues du rôle complexe joué par la Papouasie Occidentale : tout d'abord comme territoire néo-colonial, en second lieu comme province **partiellement intégrée dans un Etat semi-périphérique** et finalement comme zone périphérique (pour l'industrie minière) du système global de l'impérialisme économique. Hopkins et Wallerstein soulignent que « même si elles peuvent se renforcer l'une l'autre à certains moments et à certains endroits, les deux grandes tendances organisatrices du système — celle de la production intégrée à l'échelle mondiale et celle de la consolidation des Etats-Nations — sont en principe profondément contradictoires »⁴. Sous la dictature de Suharto, les deux tendances coexistaient en relative harmonie, car les sociétés telles que *Freeport* et son partenaire Rio Tinto / RTZ apportaient à l'Indonésie l'expérience, les capacités techniques et le capital nécessaire à l'industrie minière, tout en offrant d'immenses possibilités d'enrichissement à l'oligarchie du régime (le capitalisme des copains...) et en fournissant d'importantes rentrées fiscales au Trésor public.

Après Suharto, certaines contradictions sont apparues plus clairement. L'Indonésie se représente elle-même beaucoup moins comme un empire et davantage comme un Etat-Nation démocratique. La répression militaire manifeste des régions colonisées se poursuit et peut même s'accroître beaucoup à cause de l'activité renforcée des séparatistes et de la militarisation

³ John BARR, « The Future Could Be Genocide », *op. cit.*

⁴ Terence K. HOPKINS, Immanuel WALLERSTEIN et alii., « Patterns of Development of the Modern World-state », in Terence K. HOPKINS et Immanuel WALLERSTEIN, *World-Systems Analysis : Theory and Methodology*, Sage, Beverly Hills, 1982, p. 43.

¹ Communiqué de presse de *Freeport*, 18 août 2000.

² Jacob RUMBIK « Foreign Affairs, United West Papua National Front for Independence », « Press Release » in *West Papua Action Newsletter*, art. cit.

croissante due aux menaces supposées du terrorisme. Mais d'autre part l'Etat indonésien souhaite conduire une transition vers des moyens de contrôle politique moins coercitifs et plus normalisés. Son objectif d'intégration sociale en Papouasie Occidentale requiert plus d'attention aux attitudes, aux aspirations et aux conditions de vie des Papous.

Ainsi constatons-nous des tendances apparemment progressistes, comme des propositions de plus grande autonomie politique, des exigences envers les firmes pour qu'elles consacrent une plus grande part de leurs profits aux programmes publics, et une plus grande attention gouvernementale — bien que purement verbale jusqu'à présent — à une protection accrue de l'environnement. La renégociation du rôle des sociétés comme *Freeport* dans le régime post-Suharto devrait sans doute aboutir davantage à de plus grandes contributions financières aux budgets de l'Etat et des communautés régionales et locales plutôt qu'à une protection renforcée de

l'environnement qui affecterait significativement une production et des profits essentiels pour l'économie nationale.

Cependant de telles tendances ne peuvent pas camoufler la domination des structures fondamentales du néocolonialisme et de l'impérialisme économique. Les évolutions vers une libéralisation économique et une démocratisation politique en Indonésie sont tout à fait compatibles avec une répression militaire accrue, des campagnes d'assassinats, un soutien à des groupes terroristes et même avec un éventuel bain de sang dans ses propres régions périphériques. A long terme, les politiques de transfert de populations ont pour but la réalisation d'un génocide culturel au nom de la majorité et pour le bien de la nation, lorsque les colons indonésiens, la souveraineté politique et économique de l'Indonésie et son hégémonie culturelle auront finalement submergé le peuple de Papouasie Occidentale.



Classe de secrétariat à l'Institut d'Alger ; photo : BIT, 1967.